

de Paifve est déclaré appartenir à la commune de Nederheim (1). (Monit. du 5 mars 1846.)

Léopold, etc. Les chambres ont adopté et nous sanctionnons ce qui suit :

Article unique. Le terrain situé entre le chemin le Moulin-Voye et la commune de Paifve, province de Liège, indiqué, au plan annexé à la présente loi, par un liséré jaune, appartient au territoire de la commune de Nederheim, province de Limbourg.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'État et publiée par la voie du *Moniteur*.

Contre-signé par le ministre de l'intérieur, M. S. Van de Weyer.

158. — 7 MARS 1846. — *Loi qui détache des parcelles de la commune de Moulbaix pour les réunir à celle de Villers-Saint-Amand* (2). (Monit. du 15 mars 1846.)

Léopold, etc. Les chambres ont adopté et nous sanctionnons ce qui suit :

Article unique. Les deux parcelles cotées nos 557 et 558 sur le plan ci-annexé sont détachées de la commune de Moulbaix, et réunies à celle de Villers-Saint-Amand, province de Hainaut.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'État et publiée par la voie du *Moniteur*.

Contre-signé par le ministre de l'intérieur, M. S. Van de Weyer.

159. — 2 MARS 1846. — *Loi qui rectifie les limites des communes d'Eeckeren et de Cappellen* (3). (Monit. du 5 mars 1846.)

Léopold, etc. Les chambres ont adopté et nous sanctionnons ce qui suit :

(1) Présentation à la chambre des représentants, le 25 novembre 1845. (Documents, p. 158.) — Rapport par M. Orban, le 19 janvier 1846. (Documents, p. 480.) — Adoption sans discussion, le 3 février, à l'unanimité des 62 membres présents.

Rapport au sénat par M. le baron de Mooreghem, le 13 février 1846. — Adoption, le 16, à l'unanimité des 52 membres présents.

(2) Présentation à la chambre des représentants, le 25 novembre 1845. (Documents, p. 157.) — Rapport par M. Orban, le 19 janvier 1846. (Documents, p. 457.) Adoption, le 3 février à l'unanimité des 61 membres présents.

Rapport au sénat par M. Wouters de Bouchout, le 13 février 1846. — Adoption, le 16 février, à l'unanimité des 52 membres présents.

Art. 1^{er}. Les limites séparatives entre les communes d'Eeckeren et de Cappellen, province d'Anvers, sont rectifiées, conformément au plan ci-annexé.

La ligne de démarcation est tracée sur le terrain par le *Parjssche-Weg*, le *Zwarte-Beek*, jusqu'à l'*Esschenhoutsche-Beek*, ce ruisseau même jusqu'à sa réunion au *Zwarte-Beek* le long de la *Oudebergsche-Baen*; le *Zwarte-Beek* jusqu'au chemin dit *Heyde-Stract*, ce chemin jusqu'au *Water-Stract*, et ce dernier même.

Art. 2. Le sens électoral et le nombre de conseillers à élire dans ces communes, seront déterminés par l'arrêté royal fixant le chiffre de leur population.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'État et publiée par la voie du *Moniteur*.

Contre-signé par le ministre de l'intérieur, M. S. Van de Weyer.

160. — 2 MARS 1846. — *Loi qui fixe la limite séparative entre les communes de Silly et de Fouleng* (4). (Monit. du 5 mars 1846.)

Léopold, etc. Les chambres ont adopté et nous sanctionnons ce qui suit :

Article unique. La limite séparative entre les communes de Silly et de Fouleng, province de Hainaut, est fixée conformément au plan ci-annexé.

Les parcelles de terre indiquées par un liséré jaune font partie de la commune de Fouleng, et les parcelles cotées 440 et 441 sont réunies au territoire de la commune de Silly.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'État et publiée par la voie du *Moniteur*.

Contre-signé par le ministre de l'intérieur, M. S. Van de Weyer.

(3) Présentation à la chambre des représentants, le 25 novembre 1845. (Documents, p. 159.) — Rapport par M. Orban, le 19 janvier 1846. (Documents, p. 446.) — Adoption sans discussion, le 3 février à l'unanimité des 57 membres présents.

Rapport au sénat par M. le chevalier Wouters de Bouchout, le 14 février 1846. — Adoption sans discussion le 16 février par 53 voix contre une.

(4) Présentation à la chambre des représentants, le 25 novembre 1845. (Documents, p. 144.) — Rapport par M. Orban, le 19 janvier 1846. (Documents, p. 480.) — Adoption sans discussion le 3 février à l'unanimité des 61 membres présents.

Rapport au sénat par M. le baron de Mooreghem, le 13 février 1846. — Adoption le 16 à l'unanimité des 52 membres présents.